INFOS EN LIGNE… SUR LA LIGNE
N°17

➢ Du nouveau à Nivelle-Bidassoa

Le nouveau Conseil d'Administration de votre association vient de mettre en place le dispositif suivant :

Une commission animation
Une commission communication
Une permanence ouverte chaque premier Lundi du mois à Kixoenea

Votre participation est indispensable, inscrivez-vous auprès de Sarah
Ikustoki2@wanadoo.fr 06 86 80 35 94

LGV : Odile de Coral prête à se « mobiliser » pour l'arrivée de la LGV à Bayonne.

Afin de faire taire la cacophonie sur la LGV au sein des élus UMP, le secrétaire départemental de ce parti, Max Brisson, estime qu'un « consensus » peut se faire sur l'arrivée du projet à Bayonne.

« Nous irons voir Alain Juppé, le plus haut responsable gouvernemental de l'UMP de la région, pour lui demander de nous soutenir afin que la LGV continue au-delà de Bordeaux » a-t-il annoncé.
La maire d'Urrugne, Odile de Coral se dit favorable à la proposition de Max Brisson.

« Oui, je peux me mobiliser pour que la LGV arrive à Bayonne. Dans le respect des autres maires. Mais je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de réticences au niveau des Landes, où c'est beaucoup moins compliqué qu'au Pays Basque ».

« Ici, nous avons fait faire des études. On sait que le projet va dégrader l'environnement, qu'il est inutile et très cher. Alain Juppé n'a peut-être pas tous ces éléments ».

=> Voir l'article du JPB

Nivelle Bidassoa a commenté cette prise de position dans un article intitulé *« Qui perd le Nord ? »*

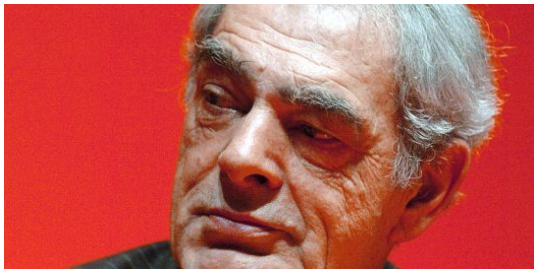
=> Voir la Tribune libre du JPB

Enfin le **Réseau des jeunes contre la LGV a adressé une lettre ouverte à Madame de Coral dans le JPB.**

=> Voir la Tribune Libre

Landais et Béarnais ne sont pas sur la même ligne pour la desserte du Béarn et de la Bigorre

Par la voix d'Henri Emmanuelli, le département des Landes propose l'aménagement de la ligne existante pour la desserte du Béarn et de la Bigorre. Et ce, *« compte tenu de la situation économique et en l'absence de son intégration dans les Grands Projets ferroviaires du Sud Ouest (GPSO) »*



La réaction des élus béarnais ne s'est pas faite attendre. La député-maire, Martine Lignières-Cassou, entre dans une colère noire, déclarant dans un communiqué de presse cette hypothèse

inacceptable. *« Nous ne pouvons concevoir que les élus landais s'opposent à la desserte LGV du Béarn et de la Bigorre »*, a-t-elle ajouté.
L'agglomération paloise est dans une situation délicate compte tenu de l'avance de 21,5 millions d'euros pour la Tours-Bordeaux consentie sans aucune contrepartie ou engagement pour le financement du reste de la ligne entre Bordeaux et le Béarn.

=> Voir l'article de Aqui

- **12 janvier, sur Radio Gure Irratia, un débat sur la LGV avec Nivelle-Bidassoa**

Invités : Pantxo Tellier et Felipe Aramendi d'un côté et de l'autre François Maitia, vice président du conseil régional et Peio Olhagaray, directeur du développement à la CCI de Bayonne.

Echanges courtois mais face à face deux conceptions opposées avec d'un côté réalisme et compétence et de l'autre dogmatisme et connaissance approximative du dossier.

- **Timbres anti LGV censurés mais enveloppes avec logo en vente dès à présent**

Nous avions contacté la Poste qui édite des timbres personnalisés. A réception de la maquette, elle nous a demandé l'accord de la SNCF pour utiliser le logo TGV puis s'est rétractée ne voulant pas éditer un « timbre polémique »

Nous avons donc préféré faire imprimer des enveloppes avec le logo « non à la LGV » en trilingue.

Vous pouvez dès à présent commander ces enveloppes, par mail à Nivelle-Bidassoa **(nivellebidasoa@gmail.com).**
Elles sont en vente au prix de **7€ les 100.**
Bien sûr, vous pourrez vous en servir, sans problème pour le courrier.

Elles sont désormais disponibles chez :
Pantxo TELLIER 770, Kanpobaitako bidean ☎ 05 59 54 31 55

➢ Nouvelle recommandation de la Cour des comptes concernant les LGV !

Dans son référé du 3 novembre 2011 intitulé « L'impact budgétaire et fiscal du Grenelle de l'environnement », la Cour des comptes intervient de nouveau sur les LGV.

« En ce qui concerne les lignes ferroviaires à grande vitesse, les ressources actuellement prévues (2 Md€ par an) sont insuffisantes pour financer la mise en oeuvre des 14 lignes qui avaient été envisagées. Le programme d'investissement devrait donc être adapté, en tenant compte tant de la situation des finances publiques que de la nécessité de moderniser et de mieux entretenir le réseau existant. »
Cela a le mérite de la clarté !
Nos gouvernants doivent avoir un problème de surdité inquiétant !

=> Lire la synthèse du rapport

➢ Extraits du compte-rendu des Garants de la concertation pour la période juillet-décembre 2011

Comme vous le savez la « concertation » organisée par RFF est analysée par des Garants.

J-M Uhaldeborde J.P. Wolf A Etchelecou

Voici quelques extraits « savoureux » de leur dernier rapport.

Concernant **le fonctionnement des instances de concertation** *« En termes de participation des acteurs, les appréciations sont mitigées. Quantitativement, elle a été variable selon les groupes de travail. Qualitativement, nous devons encore souligner, l'absence d'opérateurs essentiels (notamment la SNCF, les chargeurs, les opérateurs ferroviaires de proximité, de transport combiné, d'autoroute ferroviaire, de transport routier). »*
Effectivement c'est gênant car cela prouve que bien peu de personnes veulent participer à la réalisation d'un projet inutile ou alors que ce projet ne mérite pas qu'on s'y intéresse tellement il est « plombé ».

Les garants relèvent ensuite **« Les ambiguïtés de la consultation du public »**
« Au regard des moyens déployés, les résultats peuvent être jugés, au premier abord, ambivalents et, en seconde analyse, décevants.(...) La consultation, telle qu'envisagée et conçue par RFF, a été détournée de son esprit et de son objet. Elle a été l'occasion d'une manifestation, orchestrée par l'utilisation de la capacité de sensibilisation et de mobilisation qu'offrent les réseaux sociaux, d'hostilité au projet de réalisation d'une ligne nouvelle et de revendication d'une utilisation des lignes existantes rénovées. »
« Ce processus de détournement et de retournement de la consultation, hautement prévisible, marque toutes les limites de l'exercice et de la méthode développée »
C'était bien là notre objectif !

Enfin les garants soulignent qu' **« au Pays Basque, des questions toujours en attente de réponse »**
« Parmi les oppositions, celle du Pays Basque au sud de Bayonne reste toujours très présente avec un questionnement permanent sur la nécessité d'une ligne nouvelle (...) les questions "de bon sens" sur les trafics ferroviaires observés et attendus restent encore des éléments majeurs de blocage (...) Les opposants à la ligne nouvelle pour la partie de l'itinéraire au sud de Bayonne avancent des arguments auxquels il importe de répondre tout particulièrement en définissant très concrètement les objectifs visés par la construction d'une ligne nouvelle au sud de Bayonne. »

Et les garants n'hésitent pas à enfoncer le clou :
« N'est-il pas compréhensible que l'on puisse s'interroger :
- sur le réalisme d'une perspective de tonnage de fret ferroviaire qui passerait de 1,5 million de tonnes par an aujourd'hui à plus de 20 millions de tonnes d'ici une vingtaine d'années ? Sauf à le justifier par des projets de transfert modal de la route vers le rail élaborés avec des opérateurs de transport de fret (chargeurs, opérateurs ferroviaires de proximité, opérateurs de transport combiné, autoroute ferroviaire, opérateurs de transport routier ...).

- sur le réalisme de l'ambition annoncée de 40 à 50 sillons par jour et par sens pour le transport régional de voyageurs à échéance de 2020 ? Sauf à démontrer la planification financière d'un tel programme. »

Comme vous le voyez, rien n'est gagné et tout reste à faire ! Battons-nous !

=> Voir l'intégralité du rapport

➢ Novatrans spécialiste du combiné rail-route, filiale de la SNCF, au bord de la faillite

Déficitaire, Novatrans pourrait être cédée ou recapitalisée par sa maison mère, indique le magazine spécialisé « Ville, Rail et Transports ».
Rachetée en 2009 par la SNCF Novatrans a perdu 35 millions d'euros en 2010 et 22 millions supplémentaires l'an dernier. Ceci, malgré l'injection de 60 millions d'euros par la compagnie ferroviaire publique.

Deux pistes ont été évoquées lors d'un conseil d'administration de la SNCF du 17 janvier dernier : la cession ou une recapitalisation à hauteur de 50 millions d'euros d'ici à la fin de l'année. Mais recapitaliser Novatrans irait de pair avec une sévère restructuration et il n'est pas certain qu'un tel projet reçoive l'aval de la Commission européenne.
Les deux solutions devraient être étudiées en avril. Si aucune d'elles n'est retenue, Novatrans pourrait être liquidée.

➢ No TAV : cycle arrestations, perquisitions et manifestations en Italie

Une vague d'arrestation a eu lieu dans toute l'Italie contre les militants No TAV. Les agences parlent de 32 arrestations dont 2 dans la vallée de Suse, un conseiller municipal de Villardfocciardo et un militant de Bussoleno.
Les juges ont notifié 15 mesures d'incarcération, et une mesure d'interdiction de séjour dans la province de Turin. Des perquisitions ont été effectuées dans trois centres du mouvement à El Paso, à Turin.

Les personnes interpellées sont accusées d'avoir participé à la journée de résistance du 3 juillet en défense des terrains où devrait commencer le chantier.

C'est clairement une opération d'intimidation contre le mouvement No TAV, qui arrive après de graves troubles en Italie dont le blocage de la Sicile pour le mouvement des « Forconi ». Troubles qui surviennent dans un contexte de paupérisation généralisé de tous le pays, paupérisation renforcée par les mesures d'austérité du gouvernement Monti.

Le 1er février, sous la neige 10 000 personnes défilent dans Turin pour demander la libération des détenus.

Une grande manifestation nationale contre le TAV est annoncée pour le 25 février prochain.

Dans un communiqué de presse le mouvement No TAV rappelle :

« Onze ans se sont écoulés depuis le 29 Janvier 2001 lorsque les ministres Pier Luigi Bersani et Jean-Claude Gayssot ont signé l'Accord de Turin pour la construction d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon - Turin.

Aujourd'hui, avec un accent encore plus euphorique, les vice-ministres Mario Ciaccia et Thierry Mariani ont signé à Rome l'avenant de cet accord, qui devra être ratifié par les parlements nationaux.

Le Mouvement No TAV rappelle que l'article 1 de l'Accord de 20O1 est toujours valable: Les Gouvernements italien et français se sont engagés, conformément au présent Accord, à construire ou à faire construire les œuvres de la partie commune italo-française nécessaires à la réalisation d'un nouveau lien ferroviaire mixte frets-passagers entre Turin et Lyon **qui devra entrer en service à la saturation des ouvrages existants**.

La ligne historique existante entre Lyon et Turin, pour laquelle € 400 millions ont été investis pour des travaux achevés en décembre 2010, est sous-utilisée à moins d'un tiers de sa capacité et il n'y a pas de prévisions de croissance crédibles. »

Que de similitudes !!!

➢ Remise du livre « Les rails de la déraison » à Bruno Le Maire le 3 février

Bruno Le Maire, Ministre de l'agriculture visitait le lycée maritime et aquacole de Ciboure puis rencontrait les représentants du comité local des pêches maritimes à Saint-Jean-de-Luz

Nous avons obtenu de le rencontrer à cette occasion pour lui remettre notre livre et surtout lui demander d'intervenir pour que soit prononcé un moratoire sur les GPSO.

Sa réponse a été sans ambages : *« Je n'ai pas besoin de lire votre livre pour être convaincu. Michèle Alliot-Marie et moi-même ne laisserons pas faire une nouvelle ligne alors que d'autres alternatives existent. Nous ne laisserons pas détruire le Pays basque »*

En fin de visite, devant un point presse, Bruno Le Maire a évoqué l'avenir des propriétés agricoles menacées par le projet de la Ligne à grande vitesse, en posant trois questions : ***« La LGV correspond-elle à un besoin économique réel ? Est-ce qu'il faut massacrer un des plus beaux paysages de France pour gagner quelques minutes ? Et est-ce que les lignes***

actuelles, en les rénovant, ne suffiraient pas à absorber le trafic ? En posant ces questions, vous comprendrez bien quelle est ma position sur le sujet. »

➢ 3 février : Assemblée générale de Nivelle Bidassoa

L'assemblée générale de l'association s'est tenue le vendredi 3 février 2012 à 20H30, à la salle municipale Posta à Urrugne.
Une soixantaine de personnes y assistaient.
Pierre Recarte a fait le bilan moral de l'association en détaillant les actions réalisées depuis mai 2010 :

- les réunions : 12 réunions de conseil d'administration une réunion de travail à Mouguerre avec les élus et TDIE
- présences sur le terrain à 13 reprises pour des motifs divers à Bayonne, Biarritz, Hélette, Bénesse Maremne…
- l'organisation de la marche anti LGV d'Urrugne le 14 juillet et la participation à celle d'Ustaritz le 16 octobre
- la présence au 1er forum européen contre les grands projets inutiles en Italie, dans le Val de Susa du 26 au 30 août, à la manifestation contre l'aéroport Notre Dame des Landes, à Paris, le 12 novembre
- le meeting contre les grands projets inutiles de Mouguerre du 9 décembre
- la participation à l'observatoire des trafics : la mise en place et la première réunion du comité scientifique
- la médiatisation : 3 conférences et 4 communiqués de presse, 6 articles dans la presse locale, 2 émissions radios
- L'action envers les politiques et les décideurs :
    - Remise du livre « les rails de la déraison » à Nathalie Kosciusko-Morizet, Michèle Alliot-Marie, Bruno Le Maire, Hervé Mariton et aux conseillers régionaux
    - Entrevue avec Hervé Mariton à l'Assemblée Nationale, avec le préfet des Pyrénées atlantiques à Pau
    - Action en justice contre le conseil général des Pyrénées atlantiques avec le dépôt d'un recours au tribunal administratif contre le vote de 79 millions d'euros pour la construction de la LGV Tours-Bordeaux

Pantxo Tellier, président de l'association, retrace l'actualité récente de la LGV. Il présente un diaporama sur l'observatoire des trafics expliquant sa mission et sa composition et donne les premiers chiffres dévoilés par la Dreal. Puis il fait un point sur l'avancement des travaux de l'Y basque. Enfin les actions futures sont envisagées.

➢ Manifestation à Donostia le 4 février pour la « paralysation » des projets des grandes infrastructures en Gipuzcoa

Plus de 1500 personnes ont défilé dans les rues de Donosti à l'appel de plusieurs collectifs dont « AHT Gelditu » pour l'arrêt de la construction de grandes infrastructures en Gipuzcoa et pour un nouveau modèle social qui « ne métropolise pas notre territoire, en dépeuplant les zones rurales et ne détruise les ressources naturelles et l'environnement » (extrait du communiqué lu à l'issue de la manifestation)

Nivelle Bidassoa était présent pour représenter la contestation des projets LGV côté français.

=> Voir la vidéo dans le Diario vasco

➢ 9 février : manifestation devant la CCI de Bayonne

Les élus des neuf CCI de la Région organisaient une conférence débat pour montrer leur soutien au projet de LGV Bordeaux- Espagne. Pour Laurent Courbu, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie d'Aquitaine, organisateur du débat, l'initiative n'a rien d'anodin. Le lieu de la conférence n'a pas été choisi au hasard, elle se tient au coeur du territoire où la contestation contre le projet est la plus vive. Une provocation en quelque sorte !

En face nous étions 300 à battre la semelle par 0° avec le renfort de nos amis des Landes et du Lot et Garonne. Le monde agricole, un des piliers de l'économie du Pays basque, venu à bord de plus de 20 tracteurs était largement représenté avec leur production, vaches, chevaux, moutons, pottok et produits du terroir.

Pour tourner le projet en dérision, une quinzaine de membres de Bizi se sont déguisés en faux manifestants pro-LGV à l'allure d'hommes d'affaires, scandant des slogans :
"LGV ensemble, transportons l'élite", "Soutenons la CCI, bétonnons notre pays",
"Cinq milliards pour gagner quatre minutes, c'est la logique dans laquelle nous voulons nous inscrire",
"1 milliard la minute, parce que je le vaux bien ! "
"Y' en a marre des tracteurs ! LGV pour les traders ! "
"Mon boulot à Paris, mon week-end à Biarritz ! "
"3 heures du Fouquet's à l'Hôtel du Palais, merci la LGV ! "
"Aidons Vinci, avec la CCI ! "
"T.E.R. trop populaire, la LGV c'est Classe ! (Affaire) ! "
"Lucrative et très chère, c'est la LGV que je préfère ! "

Pendant qu'arrivaient les invités Pantxo Tellier a longuement pris la parole détaillant le questionnaire envoyé par la CCI à RFF qui n'a pas donné suite. A ces 10 questions il a largement répondu au nom du Cade. Vous avez reçu ce questionnaire avec les réponses pour l'adresser à votre tour à tous les participants à cette réunion. Ce long discours a été interrompu par des applaudissements mais aussi par les sifflets et les huées qui ont accueilli l'arrivée de Jean Grenet, François Maïtia ou Jean Espilondo.

Quant à Alain Rousset il a préféré, comme à son habitude, éviter les manifestants en empruntant une petite entrée dérobée « pour ne pas faire de provocation » dit-il aux journalistes.

En effet, pour accéder à l'auditorium où se tenait la grand'messe il fallait longer les manifestants et franchir plusieurs cordons policiers.

A l'intérieur, 174 personnes. Une dizaine de chefs d'entreprises et de dirigeants locaux se sont relayés au micro pour offrir leur vision, forcément positive, de l'arrivée de la LGV à Biriatou. Leurs interventions achevées, les politiques ont ensuite pris la parole. Geneviève Darrieussecq, maire de Mont-de-Marsan, a insisté sur le "désenclavement du nord-est des Landes" grâce à la LGV. Jean Grenet a rappelé « l'enjeu » de la LGV pour Bayonne et sa gare et révélé le contenu d'une lettre de François Fillon qui confirmerait l'engagement financier de l'Etat.
Enfin, avant de libérer les ouailles, Alain Rousset a prononcé le discours final avec cette mise en garde à l'adresse du ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, en visite dernièrement au Pays Basque et qui avait à cette occasion déclaré son hostilité au projet : « Il est inadmissible qu'un ministre de la République remette en cause un choix de l'Etat »

Les « verbeux »

La vieille équipe « Espoir »

La conférence s'est achevée sur la signature par les participants de maillots de rugby "Ensemble transformons l'essai", destinés au président de la République, au Premier ministre et à la ministre de l'Ecologie et des Transports.

Voir les vidéos de cette journée :
=> Réunion des CCI à Bayonne : L'analyse de T. Darguy
=> Bayonne : le face à face des anti et Pro-LGV
=> Pro-LGV : Laurent Courbu, invité du 19/20
Les articles :
=> Article du JPB
=> Article Sud Ouest
=> Article Aqui

Enfin, le soutien à la LGV ne fait pas l'unanimité au sein de la CCI. L'organisation professionnelle Lantegiak, qui dispose de cinq représentants au bureau exécutif – élus sur la même liste que M. Garreta en 2011 – l'a rappelé fin janvier dans un communiqué.

=> Voir article du JPB

➢ A voir dimanche 12 février sur Arte : « TGV, très grande vanité ? »

Arte a programmé un documentaire de 30 minutes dimanche 12 février à 20H10 intitulé « TGV, la grande vanité ? ». A ne pas manquer et à enregistrer.

Si vous n'avez pas vu l'émission vous pouvez la retrouvée sur internet, voici le lien : http://videos.www4.arte.tv/fr/videos/le_blogueur_n_75_tgv_tres_grande_vanite_-6379164.html

Commandez le livre de Nivelle Bidassoa « Les rails de la déraison »

21 €

=> Adressez nous votre commande par mail : **nivellebidasoa@gmail.com**
=> Ou par téléphone : 05 59 54 31 55 ou 05 59 47 16 06

➢ Le lait de brebis, un sujet qui nous interpelle : Solidarité avec les paysans basques

Les industriels laitiers obligent les paysans basques à jeter 1,35 millions de litres de lait de brebis AOP Ossau-Iraty pendant qu'ils en importent 8,5 millions en provenance d'Espagne ou d'Aveyron pour faire du fromage vendu comme du « Brebis Pays Basque ».

Prenez quelques secondes de votre temps pour exprimer votre rejet d'une telle aberration.
Suivez ce lien: **http://fromages-basques.com** mettez le sur votre site ou votre blog si vous en possédez un?
Partagez cet article auprès de vos contacts ou sur les réseaux sociaux.
Ou postez le dans les commentaires de tous les sites et les blogs que vous connaissez !
Plus de gens le feront et plus Google référencera en première place ce site.
Les personnes s'intéressant au fromage basque découvriront ainsi les pratiques des industriels laitiers tels que Lactalis-Le P'Tit Basque, Bongrain-Chaume-Etorki, 3A-Capitoul ou Andros-Onetik.
Vous aussi prenez part à ce combat pour une agriculture paysanne et durable en Pays Basque et pour défendre l'AOC Ossau-Iraty !
Diffusez le lien de ce site sur tous les sites et blogs que vous connaissez !